



COMMISSION POLITIQUE ET REGULATION (CPR)

GROUPE DE TRAVAIL SUR L'HARMONISATION DES CADRES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Réunion en distanciel du 19 février 2026

UPAP/CA/CPR/GTHPJ/05/2026 - Doc N°4a & Annexe Rev 1

Original : français

PROPOSITIONS D'AMENDEMENT AUX ACTES DE L'UNION ET AUX REGLEMENTS INTERIEURS DE LA CONFERENCE DES PLENIPOTENTIAIRES ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN CE QUI CONCERNE L'INTRODUCTION DES REUNIONS ET VOTES EN LIGNE

Point n°6.1 de l'ordre du jour

1. Objet Propositions d'amendement aux Actes de l'union et aux Règlements intérieurs de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration en ce qui concerne l'introduction des réunions et votes en ligne	2. Références/paragraphes <ul style="list-style-type: none">• Actes de l'Union ;• Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil ;• Stratégie postale africaine 2026-2030.
3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">▪ Examiner le document▪ Formuler des observations ou propositions pertinentes	

I. INTRODUCTION

Le Conseil d'administration, réuni en sa 41^{ème} session ordinaire tenue du 29 au 30 Août 2023 à Arusha, en République unie de Tanzanie, a adopté la Résolution **n°05/UPAP/CA/XLI/2023** relative à la présentation d'une résolution d'amendement des Actes de l'Union en ce qui concerne les votes et réunions en ligne. A travers cette résolution, le Conseil d'administration a également instruit le Secrétariat général de soumettre pour adoption à la 11^{ème} session ordinaire de la Conférence des plénipotentiaires des propositions d'amendement y relatives.

Ainsi, en application de la Résolution n°05/UPAP/CA/XLI/2023, le Secrétariat général a procédé à une revue des Actes de l'Union ainsi que des Règlements intérieurs de la Conférence et du Conseil afin de proposer des amendements dont le l'objectif principal est d'y consacrer les réunions et votes en ligne tel que prévu par la Résolution précitée.

II. DECISION ATTENDUE

Le Groupe de travail est invité à examiner les propositions de modification et formuler tout(e) orientation, commentaire, observation ou proposition pertinent(e).

**PROPOSITIONS DE MODIFICATION DES ACTES DE L'UPAP, DES REGLEMENTS INTERIEURS DE LA CONFERENCE DES
PLENIPOTENTIAIRES ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIVES A L'INSTAURATION DE REUNIONS ET DU VOTE EN LIGNE**

N°	REFERENCES	OBSERVATIONS	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
	CONVENTION DE L'UPAP		
1.	ARTICLE 1 (Définitions additionnelles) Définitions	<p>L'introduction des réunions et votes en ligne implique l'usage de certaines terminologies qui méritent d'être définies.</p> <p>Par ailleurs, il a été noté que des termes utilisés dans les Actes doivent être définis pour lever toute équivoque.</p>	<p>ARTICLE 1 (Définitions additionnelles)</p> <p>Définitions</p> <p>28) Réunion en ligne / virtuelle / à distanciel : désigne toute réunion des organes de l'Union à laquelle participent uniquement par voie électronique, au moyen de la plateforme sécurisée mise à disposition par le Secrétariat général, l'ensemble des représentants des États membres.</p> <p>29) Vote en ligne / virtuel / à distanciel : désigne tout scrutin auquel participent, au moyen du système de vote électronique mis à disposition par le Secrétariat général, des représentants des États membres disposant d'un droit de vote au cours des réunions des organes de l'Union.</p> <p>30) Ouverture de session : désigne l'acte officiel par lequel le président ou, le cas échéant, l'un des vice-présidents déclare officiellement ouverte une</p>

			<p>session afin de procéder à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de ladite session.</p> <p>31) <u>Réunion physique / en présentiel</u>: désigne toute réunion des organes de l'Union organisée et tenue soit au siège de l'Union, soit sur le territoire d'un État membre et à laquelle participent uniquement par leur présence physique les représentants des États membres.</p> <p>32) <u>Vote physique / en présentiel</u> : désigne tout scrutin accessible aux seuls États membres représentés physiquement aux réunions des organes de l'Union et disposant du droit de vote. Ce scrutin peut être effectué, entre autres, à main levée, par acclamation ou à bulletin secret, par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms des États membres.</p> <p>33) <u>Réunion hybride</u> : désigne toute réunion des organes de l'Union organisée et tenue sous forme à la fois physique et en ligne, à laquelle les représentants des États membres peuvent participer physiquement et/ou en ligne.</p> <p>34) <u>Participation en ligne / virtuelle / en distanciel</u> : désigne la participation à une réunion au moyen de la plateforme électronique mise à disposition par le Secrétariat général.</p> <p>35) <u>Scrutin ouvert</u> : désigne un vote effectué soit physiquement à main levée, soit par voie électronique, soit des deux modes combinés, au cours</p>
--	--	--	---

			<p>duquel ou à l'issue duquel le nom et/ou le choix de chaque État membre ayant participé est connu de tous les participants à la réunion.</p> <p>36) <u>Scrutin secret</u> : désigne un vote effectué physiquement sur un bulletin de vote ou par voie électronique, dont seuls les résultats consolidés sont publiés, sans qu'apparaissent les noms et les choix des États membres ayant participé au scrutin.</p> <p>37) <u>Organes permanents</u> : désigne les organes statutaires de l'Union chargés de la prise de décision, de l'administration et de la mise en œuvre des programmes ou projets de l'Union.</p> <p>38) <u>Organes subsidiaires</u> : désigne tout organe créé par la Conférence ou le Conseil chargé d'examiner, d'émettre des avis et de formuler des recommandations sur les dossiers qui lui sont confiés.</p> <p>39) <u>Organes ad hoc</u> : désigne tout groupe d'experts chargés soit par des organes subsidiaires, soit par des organes permanents, de procéder à un examen de dossiers bien précis afin de formuler des recommandations et/ou des avis techniques à l'intention des organes qui les ont créés.</p> <p>40) <u>Plénipotentiaire</u> : désigne le ministre ou tout représentant d'un État membre investi des pleins pouvoirs pour participer aux réunions des organes de l'Union et signer les actes finals de l'Union au nom et pour le compte de l'État membre mandant.</p>
--	--	--	---

2.	ARTICLE 1^{er} bis (Nouveau) Définitions	La mise en œuvre de la Résolution n°05/UPAP/CA/XLI/2023 Relative à la présentation d'un projet de décision d'amendement des Actes de l'Union en ce qui concerne les votes et réunions en ligne implique une extension des définitions de certains termes employés dans les Actes de l'Union à la participation à distance	ARTICLE 1^{er} bis (Nouveau) Définitions Sans préjudice des dispositions applicables des Actes de l'Union, toute référence dans les actes , sous quelques formes que ce soit, aux termes «assister», « tenir », « réunir », «participer», « représenter », se faire «représenter», être «présent», «prendre part», « sessions », « séance», «voter»,« suffrage exprimés », « présents et votants » doit être entendue comme incluant, outre la participation en présentiel, la possibilité d'une participation et d'une représentation à distance des Etats membres et des observateurs de l'Union par les moyens électroniques mis à disposition par le Secrétariat général de l'UPAP.
----	---	--	--

N°	REFERENCES	OBSERVATIONS	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
	REGLEMENT D'EXECUTION DE LA CONVENTION DE L'UPAP		
1.	<p>ARTICLE 27 Pouvoirs des délégations</p> <p>2. Les instruments d'accréditation doivent être déposés dès l'ouverture de la réunion auprès de l'autorité désignée à cet effet ;</p>	<p>Compte tenu de l'introduction des réunions et votes en ligne, il y'a lieu de prévoir, outre le dépôt, l'envoi des instruments d'accréditations dans un délai raisonnable pour prendre en compte les besoins de paramétrage technique notamment du système de vote.</p>	<p>ARTICLE 27 Pouvoirs des délégations</p> <p>2. Les instruments d'accréditation doivent être déposés dès l'ouverture de la réunion auprès de l'autorité désignée à cet effet ;</p> <p>3. (Nouveau) Les Etats membres qui souhaitent participer en distanciel aux sessions de la Conférence ou du Conseil d'administration transmettent au Secrétariat général leurs instruments d'accréditation et le cas échéant leurs procurations.</p>
4.	<p>ARTICLE 28 Ordre des sièges</p> <p>Les délégations siègent par ordre alphabétique des noms de leurs pays.</p>	<p>La mise en œuvre de la participation en ligne entraine conséquemment la modification de cet article 28 pour circonscrire l'ordre des sièges aux Etats membres physiquement présent aux sessions de la Conférence et du Conseil.</p>	<p>ARTICLE 28 Ordre des sièges</p> <p>Les délégations physiquement présentes aux sessions de la Conférence et du Conseil siègent par ordre alphabétique des noms de leurs pays.</p>

5.	<p style="text-align: center;">ARTICLE 29 Quorum</p> <p>Pour les sessions de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration, le quorum est constitué par les deux tiers des membres de ces organes de l'Union. Au cas où ces deux tiers équivaldraient à un chiffre décimal, on arrondit au chiffre entier suivant.</p>	<p>Tenant compte de l'introduction des réunions et votes en ligne, il convient de modifier cette disposition pour prendre en compte la participation en ligne des Etats membres dans le décompte du quorum.</p> <p>Pour ce faire, il est proposé d'ajouter le terme « présence » tenant compte du fait que, conformément à la proposition d'amendement à l'article 1^{er} bis, le terme « présent » prend en compte, outre les Etats membres physiquement présents, ceux participant à distance.</p>	<p style="text-align: center;">ARTICLE 29 Quorum</p> <p>Pour les sessions de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration, le quorum est constitué par la présence des deux tiers (2/3) des membres de ces organes de l'Union. Au cas où ces deux tiers (2/3) équivaldraient à un chiffre décimal, on arrondit au chiffre entier suivant.</p>
6.	<p style="text-align: center;">ARTICLE 31 Lieu des réunions de l'Union</p> <p>Les sessions de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration se tiennent au siège de l'Union, à moins qu'un Etat membre n'invite la Conférence ou le Conseil à se réunir sur son territoire.</p>	<p>Cette disposition semble prescrire uniquement des sessions en présentiel. Il convient alors de la modifier pour intégrer la possibilité de participation en ligne donc de sessions hybrides de la Conférence et du Conseil.</p>	<p style="text-align: center;">ARTICLE 31 Lieu des réunions de l'Union</p> <p>1. Les sessions de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration se tiennent au siège de l'Union, à moins qu'un Etat membre n'invite la Conférence ou le Conseil à se réunir sur son territoire. Dans ce cas, l'Etat membre organisateur supporte la totalité des charges, notamment :</p> <p>a) les honoraires des interprètes et les frais du matériel d'interprétation ;</p>

	<p>Dans ce cas, l'Etat membre organisateur supporte la totalité des charges, notamment :</p> <p>a) les honoraires des interprètes et les frais du matériel d'interprétation ;</p> <p>b) la prise en charge en pension complète (hébergement, restauration et services) du personnel du Secrétariat général ;</p> <p>c) toute autre charge, éventuellement prévue par la Conférence des plénipotentiaires et le Conseil d'administration.</p>		<p>b) la prise en charge en pension complète (hébergement, restauration et services) du personnel du Secrétariat général ;</p> <p>c) toute autre charge, éventuellement prévue par la Conférence des plénipotentiaires et le Conseil d'administration.</p> <p>2. (Nouveau) Toutefois, les sessions de la Conférence des plénipotentiaires et du Conseil d'administration peut se tenir en hybride (participation en présentiel et en distanciel des délégués).</p>
7.	<p>ARTICLE 32 : (Nouveau)</p> <p>Participation et Représentation à distance</p>	<p>Il résulte de l'introduction des réunions et votes en ligne la nécessité de prévoir les conditions et modalités y relatives</p>	<p>ARTICLE 32 : (Nouveau)</p> <p>Participation et Représentation à distance</p> <p>1. Lorsqu'un Etat membre souhaite participer à distance aux sessions de la Conférence et du Conseil, il en avise le Secrétariat général.</p> <p>2. En cas de scrutin secret, un Etat membre participant en ligne doit donner procuration, préalablement audit vote, en signifiant de vive voix au président du Conseil ou de la Conférence qu'il souhaite se faire représenter par un autre</p>

			<p>membre du Conseil ou de la Conférence présent physiquement aux fins dudit vote.</p> <p>3. Dans le cas de scrutin ouvert, la procuration peut être donné à un autre Etat membre représenté physiquement ou à distance.</p>
--	--	--	--

N°	REFERENCES	OBSERVATIONS	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
	REGLEMENT INTERIEUR DE LA CONFERENCE DES PLENIPOTENTIAIRES		
1.	ARTICLE PREMIER : Sessions	La mise en œuvre de la Résolution n°05/UPAP/CA/XLI/2023 Relative à la présentation d'un projet de décision d'amendement des Actes de l'Union en ce qui concerne les votes et réunions en ligne implique une extension des définitions de certains termes employés dans le Règlement intérieur de la Conférence des plénipotentiaires à la participation à distance	ARTICLE PREMIER (Nouveau) : Sessions Définitions Sans préjudice des dispositions applicables du Règlement intérieur de la Conférence des plénipotentiaires toute référence dans le Règlement intérieur , sous quelques formes que ce soit, aux termes <u>« assister », « tenir », « réunir », « participer », « représenter », se faire « représenter », être « présent », « prendre part », « sessions », « séance », « voter », « suffrages exprimés », « présents et votants », « scrutin secret », « vote ouvert » et « huis clos »</u> doit être entendue comme incluant, outre la participation en présentiel, la possibilité d'une participation et d'une représentation à distance des Etats membres et des observateurs de l'Union par les moyens électronique mis à disposition par le Secrétariat général de l'UPAP.

2.	<p>ARTICLE 8 :</p> <p>Ordre de siège</p> <p>Les délégations siègent suivant l'ordre alphabétique des noms de leurs pays.</p>	<p>La mise en œuvre de la participation en ligne entraîne conséquemment la modification de cet article 8 pour circonscrire l'ordre des sièges aux Etats membres physiquement présent aux sessions de la Conférence.</p>	<p>ARTICLE 8 :</p> <p>Ordre de siège</p> <p>Les délégations physiquement présentes aux sessions de la Conférence siègent par ordre alphabétique des noms de leurs pays.</p>
3.	<p>ARTICLE 9 :</p> <p>Quorum</p> <p>Le quorum est constitué par les deux tiers (2/3) des Etats membres de l'Union.</p>	<p>Tenant compte de l'introduction des réunions et votes en ligne, il convient de modifier cette disposition pour prendre en compte la participation en ligne des Etats membres dans le décompte du quorum.</p> <p>Pour ce faire, il est proposé d'ajouter le terme « présence » tenant compte du fait que, conformément à la proposition d'amendement à l'article 1^{er} (Nouveau) « Définitions », le terme « présent » prend en compte, outre les Etats membres physiquement présents, ceux participant à distance.</p>	<p>ARTICLE 9 :</p> <p>Quorum</p> <p>Le quorum est constitué par la présence des deux tiers (2/3) des Etats membres de l'Union.</p>

4.	<p>ARTICLE 18 : Mode de scrutin</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La Conférence peut dans la mesure du possible, prendre des décisions par consensus. 2. Lorsque le vote est requis, il a lieu à main levée. 3. Lorsque le vote à main levée ne peut avoir lieu, il peut se faire au scrutin secret. 4. Le président de la réunion désigne trois scrutateurs qui prennent les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote. 5. Chaque délégation reçoit un bulletin de vote indiquant le motif du vote. 6. Les abstentions, les bulletins vierges ou nuls ne sont pas 	<p>La mise en œuvre de la Résolution n°05/UPAP/CA/XLI/2023 Relative à la présentation d'un projet de décision d'amendement des Actes de l'Union en ce qui concerne les votes et réunions en ligne implique une modification de cette disposition.</p> <p>Par ailleurs, le vote à main levée nous semble restrictif car il est l'une des méthodes de vote ouvert. Il est alors proposé d'amender cette disposition afin de prévoir, outre le vote secret, le vote ouvert qui pourrait se faire à main levée ou par voie électronique.</p>	<p>ARTICLE 18 : Mode de scrutin</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La Conférence peut dans la mesure du possible, prendre des décisions par consensus. 2. A défaut de consensus ou lorsque le vote est requis, il a lieu à main levée il est procédé au vote ouvert notamment à main levée ou par le système électronique de vote mis à disposition, le cas échéant. 3. Lorsque le vote à main levée ne peut avoir lieu, il peut se faire au scrutin secret. Toutefois, tout Etat membre est habilité à demander le scrutin secret. Dans ce cas, si au moins deux (02) Etats membres soutiennent la demande et deux (02) autres Etats membres s'opposent à la demande de scrutin secret, elle est immédiatement soumise au vote à main levée et est considérée comme adoptée si la majorité simple des Etats membres présents et votants lui est favorable.
----	--	--	---

	<p>pris en compte dans le calcul de la majorité requise.</p> <p>7. En cas de partage égal des voix, la proposition est considérée comme rejetée.</p> <p>8. Sous réserve de dispositions contraires, toutes les décisions sont adoptées par simple majorité des Etats membres présents et votants.</p> <p>9. Après la clôture des débats sur une résolution, le président la soumet immédiatement au vote ainsi que tous ses amendements. Le vote ne peut être interrompu, sauf sur une motion d'ordre concernant la manière dont il a lieu.</p> <p>10. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, celui-ci est soumis au vote en</p>		<p>4. En cas de scrutin secret :</p> <p>a) le président de la réunion désigne trois scrutateurs qui prennent les mesures nécessaires pour assurer la régularité et le secret du vote.</p> <p>b) Chaque délégation reçoit un bulletin de vote indiquant le motif du vote.</p> <p>c) Les abstentions, les bulletins vierges ou nuls ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité requise.</p> <p>5. En cas de partage égal après le décompte des voix, la proposition est considérée comme rejetée.</p> <p>6. Sous réserve de dispositions contraires, toutes les décisions sont adoptées par simple majorité des Etats membres présents et votants.</p> <p>7. Après la clôture des débats sur une résolution, le président la soumet immédiatement au vote ainsi que tous ses amendements. Le vote ne peut être</p>
--	--	--	---

	<p>premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, le vote porte d'abord sur celui qui s'éloigne le plus du fond de la proposition primitive, et ensuite sur l'amendement qui, après le premier, s'éloigne encore plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements soient soumis au vote. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition modifiée est soumise au vote. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est soumise au vote sous sa forme primitive. Une proposition est considérée comme amendement à un texte si elle en représente une</p>		<p>interrompu, sauf sur une motion d'ordre concernant la manière dont il a lieu.</p> <p>8. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, celui-ci est soumis au vote en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, le vote porte d'abord sur celui qui s'éloigne le plus du fond de la proposition primitive, et ensuite sur l'amendement qui, après le premier, s'éloigne encore plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements soient soumis au vote.</p> <p>Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition modifiée est soumise au vote. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est soumise au vote sous sa forme primitive. Une proposition est considérée comme amendement à un texte si elle en représente une addition, une suppression ou une modification.</p> <p>9. Les parties d'une proposition, d'une résolution ou d'une motion font l'objet d'un vote particulier si la demande en est faite.</p>
--	---	--	--

	<p>addition, une suppression ou une modification.</p> <p>11. Les parties d'une proposition, d'une résolution ou d'une motion font l'objet d'un vote particulier si la demande en est faite. Dans ce cas, le texte résultant d'une série de votes est ensuite soumis au vote comme un ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'un projet de résolution ou d'une motion sont rejetées, la proposition est considérée comme rejetée en bloc.</p>		<p>Dans ce cas, le texte résultant d'une série de votes est ensuite soumis au vote comme un ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'un projet de résolution ou d'une motion sont rejetées, la proposition est considérée comme rejetée en bloc.</p>
--	---	--	---

N°	REFERENCES	OBSERVATIONS	PROPOSITIONS D'AMELIORATION
	REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
1.	ARTICLE PREMIER : Sessions	La mise en œuvre de la Résolution n°05/UPAP/CA/XLI/2023 Relative à la présentation d'un projet de décision d'amendement des Actes de l'Union en ce qui concerne les votes et réunions en ligne implique une extension des définitions de certains termes employés dans le Règlement intérieur du Conseil d'administration à la participation à distance	ARTICLE PREMIER (Nouveau) : Sessions Définitions Sans préjudice des dispositions applicables du Règlement intérieur de la Conférence des plénipotentiaires toute référence dans le Règlement intérieur , sous quelques formes que ce soit, aux termes « assister », « tenir », « réunir », « participer », « représenter », se faire « représenter », être « présent », « prendre part », « sessions », « séance », « voter », « suffrages exprimés », « présents et votants », « Scrutin secret », « vote ouvert » et « huis clos » doit être entendue comme incluant, outre la participation en présentiel, la possibilité d'une participation et d'une représentation à distance des Etats membres et des observateurs de l'Union par les moyens électronique mis à disposition par le Secrétariat général de l'UPAP.
2.	ARTICLE 8 : Ordre de siège Les délégations siègent suivant l'ordre alphabétique des noms de leurs pays.	La mise en œuvre de la participation en ligne entraine conséquemment la modification de cet article 8 pour circonscrire l'ordre des sièges aux Etats membres physiquement présent aux sessions du Conseil.	ARTICLE 8 : Ordre de siège Les délégations physiquement présentes aux sessions du Conseil siègent par ordre alphabétique des noms de leurs pays.

3.	<p>ARTICLE 9 : Quorum</p> <p>Le quorum est constitué par les deux tiers (2/3) des membres du Conseil.</p>	<p>Tenant compte de l'introduction des réunions et votes en ligne, il convient de modifier cette disposition pour prendre en compte la participation en ligne des Etats membres dans le décompte du quorum.</p> <p>Pour ce faire, il est proposé d'ajouter le terme « présence » tenant compte du fait que, conformément à la proposition d'amendement à l'article 1^{er} bis, le terme « présent » prend en compte, outre les Etats membres physiquement présents, ceux participant à distance.</p>	<p>ARTICLE 9 : Quorum</p> <p>Le quorum est constitué par la présence des deux tiers (2/3) membres du Conseil.</p>
4.	<p>ARTICLE 18 : Mode de scrutin</p> <p>1. Le Conseil devra autant que possible prendre les décisions par consensus.</p> <p>2. Lorsque le vote est requis, il a lieu à main levée.</p>	<p>A défaut de consensus, le mode de scrutin du Conseil d'administration comprend le vote à main levée ou le scrutin secret. Toutefois, le vote à main levée est restrictif car il est l'une des méthodes de vote ouvert et ne prend pas en compte le vote électronique. Il est alors proposé d'amender cette disposition afin de prévoir, outre le scrutin secret, le vote</p>	<p>ARTICLE 18 : Mode de scrutin</p> <p>1. Le Conseil devra autant que possible prendre les décisions par consensus.</p> <p>2. A défaut de consensus ou lorsque le vote est requis, il a lieu à main levée il est procédé au vote ouvert notamment à main levée ou par le système électronique de vote mis à disposition, le cas échéant.</p>

	<ol style="list-style-type: none"> 3. Lorsque le vote à main levée ne peut avoir lieu, il peut se faire au scrutin secret. 4. Le président de la réunion désigne trois scrutateurs qui prennent les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote. 5. Chaque délégation reçoit un bulletin de vote indiquant le motif du vote. 6. Les abstentions, les bulletins vierges ou nuls ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité requise. 7. En cas de partage égal des voix, la proposition est considérée comme rejetée. 	<p>ouvert qui pourrait se faire à main levée ou par voie électronique.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 3. Lorsque le vote à main levée ne peut avoir lieu, il peut se faire au scrutin secret. Toutefois, tout membre est habilité à demander le scrutin secret. Dans ce cas, si au moins un (01) Etat membre s'oppose à la demande de scrutin secret, elle est immédiatement soumise au vote à main levée et est considérée comme adoptée si la majorité simple des Etats membres présents et votants lui est favorable. 4. En cas de scrutin secret : <ol style="list-style-type: none"> a) le président de la réunion désigne trois scrutateurs qui prennent les mesures nécessaires pour assurer la régularité et le secret du vote. b) Chaque délégation reçoit un bulletin de vote indiquant le motif du vote. c) Les abstentions, les bulletins vierges ou nuls ne sont pas pris en compte dans le calcul de la majorité requise. 5. En cas de partage égal après le décompte des voix, la proposition est considérée comme rejetée. 6. Sous réserve de dispositions contraires, toutes les décisions sont adoptées par simple majorité des Etats présents et votants.
--	---	--	---

<p>8. Sous réserve de dispositions contraires, toutes les décisions sont adoptées par simple majorité des Etats présents et votants.</p> <p>9. Après la clôture des débats sur une résolution, le président la soumet immédiatement au vote ainsi que tous ses amendements. Le vote ne peut être interrompu, sauf sur une motion d'ordre concernant la manière dont il a lieu.</p> <p>10. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, celui-ci est soumis au vote en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs</p>		<p>7. Après la clôture des débats sur une résolution, le président la soumet immédiatement au vote ainsi que tous ses amendements. Le vote ne peut être interrompu, sauf sur une motion d'ordre concernant la manière dont il a lieu</p> <p>8. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, celui-ci est soumis au vote en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, le vote porte d'abord sur celui qui s'éloigne le plus du fond de la proposition primitive, et ensuite sur l'amendement qui, après le premier, s'éloigne encore plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements soient soumis au vote. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition modifiée est soumise au vote. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est soumise au vote sous sa forme primitive. Une proposition est considérée comme amendement à un texte si elle en représente une addition, une suppression ou une modification.</p> <p>9. Les parties d'une proposition, d'une résolution ou d'une motion font l'objet d'un vote particulier si la demande en est faite. Dans ce cas, le texte résultant d'une série de votes est ensuite soumis au vote comme un ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'un projet de résolution ou d'une motion sont rejetées, la proposition est considérée comme rejetée en bloc.</p>
--	--	--

	<p>amendements, le vote porte d'abord sur celui qui s'éloigne le plus du fond de la proposition primitive, et ensuite sur l'amendement qui, après le premier, s'éloigne encore plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements soient soumis au vote. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition modifiée est soumise au vote. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est soumise au vote sous sa forme primitive. Une proposition est considérée comme amendement à un texte si elle en représente une</p>	
--	--	--

	<p>addition, une suppression ou une modification.</p> <p>11. Les parties d'une proposition, d'une résolution ou d'une motion font l'objet d'un vote particulier si la demande en est faite. Dans ce cas, le texte résultant d'une série de votes est ensuite soumis au vote comme un ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'un projet de résolution ou d'une motion sont rejetées, la proposition est considérée comme rejetée en bloc.</p>		
--	---	--	--